

Coup d'Etat migratoire de Macron et ses préfets dans nos campagnes

écrit par Pierre Cassen et Christine Tassin | 17 février 2023





COMMUNIQUE DE RIPOSTE LAIQUE ET DE RESISTANCE REPUBLICAINE

Le 15 septembre 2022, Macron réunissait tous les préfets à l'Élysée. L'objet de cette réunion était simple : leur présenter la future Loi de « Transition démographique » qui doit être adoptée au printemps à l'Assemblée nationale. Autrement dit, organiser le Grand Remplacement dans nos campagnes.

<https://twitter.com/i/status/1572488090295627778>

Or, bien que le débat n'ait pas encore eu lieu, on constate, sur le terrain, la volonté, de la part du gouvernement, de ses préfets, et de quelques maires complices, de passer en force, et d'imposer aux administrés de nouvelles populations dont majoritairement ils ne veulent pas.

A Callac, la mobilisation des habitants et de leurs soutiens a permis de mettre en échec le projet Horizon, qui consistait à installer un village multiculturel de 70 familles africaines en plein centre-ville. Furieux de cet échec, le pouvoir

multiplie les pressions judiciaires contre les animateurs du combat, et impose, dans d'autres villes, des implantations massives de migrants, sans consulter les habitants.

Ainsi, à Saint-Brévin, c'est un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile de 120 migrants qui doit être installé près de l'école maternelle de la Pierre Attelée. Le maire, Yannick Morez, refuse toute consultation démocratique de la population, et entend, avec arrogance, passer en force.

A Corlay, près de Callac, le maire, Olivier Allain, sans informer sa population, a annoncé, lors de ses vœux, dans une ville de 900 habitants, l'installation de 5 familles africaines, dans une bâtisse de 600 mètres carrés rachetée par l'association très controversée Viltais, financée par les fonds publics pour gérer l'installation des migrants dans des dizaines de départements français.

A Beyssenac, en Corrèze, dans un village de 357 habitants, le préfet, Etienne Desplanques, sans alerter les élus et encore moins la population, a décidé d'installer dans une auberge rachetée, encore une fois, par Viltais, 40 clandestins, en transformant le lieu en Cada.

Il n'y a pas d'argent pour les Français pauvres, mais on trouve des milliards pour financer une immigration illégale, et l'imposer aux habitants des campagnes. Et le pouvoir est tellement pressé qu'il n'attend même pas le projet de loi présenté au printemps à l'Assemblée pour mener sa politique, qui ne pourra que détruire le mode de vie de nos campagnes, comme le dénoncent les habitants de Beyssenac et d'ailleurs.

Les militants de Riposte Laïque et Résistance républicaine ont été aux côtés des habitants de Callac, lors des deux rassemblements des 17 septembre et 5 novembre. Ils étaient aux côtés des habitants de Saint-Brévin le 5 décembre, et le seront à nouveau le 25 février prochain, devant la mairie, avec la présence de Gilbert Collard et de tous ceux qui

voudront soutenir ce combat.

Ils encouragent les habitants des autres villages, touchés par ce coup d'Etat migratoire, et s'organiser, et à tout faire, comme à Callac, pour mettre en échec ces projets mortifères pour nos villages, pour nos régions et pour notre pays.

Pierre Cassen et Christine Tasin

